

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

LE PRÉSIDENT DE LA V<sup>e</sup> CHAMBRE

A R R Ê T

n° 246.586 du 9 janvier 2020

A. 195.764/V-1794

En cause : **la Communauté flamande,**  
représentée par le Gouvernement flamand,  
ayant élu domicile chez  
M<sup>e</sup> Bart STAELENS, avocat,  
Stockhouderskasteel  
Gerard Davidstraat 46/1  
8000 Brugge,

contre :

**le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel,**  
ayant élu domicile chez  
M<sup>e</sup> François JONGEN, avocat,  
place des Peintres 8/004  
1348 Louvain-la-Neuve.

Parties intervenantes :

1. **la Communauté française,**  
représentée par son Gouvernement,  
ayant élu domicile chez  
M<sup>e</sup> François JONGEN, avocat,  
place des Peintres 8/004  
1348 Louvain-la-Neuve,
2. **la société anonyme NOSTALGIE,**  
ayant élu domicile chez  
M<sup>e</sup> Agnès MAQUA, avocat,  
chaussée de La Hulpe 166  
1170 Bruxelles.

---

*I. Objet du recours*

Par une requête introduite le 8 mars 2010, la Communauté flamande demande, d'une part, la suspension de l'exécution de la décision du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel du 7 janvier 2010 par laquelle les caractéristiques techniques de la radiofréquence « Boussu 107.5 MHz » sont modifiées et, d'autre part, l'annulation de cette décision.

## *II. Procédure*

La partie adverse a déposé une note d'observations et le dossier administratif.

La Communauté française et la société anonyme NOSTALGIE ont demandé à être reçues en qualité de parties intervenantes.

Le conseil de la partie requérante a informé le Conseil d'État que celle-ci souhaitait se désister du recours.

M. Éric THIBAUT, auditeur général adjoint au Conseil d'État, a rédigé un rapport sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure.

Par des courriers adressés aux parties, M. Éric THIBAUT, auditeur général adjoint au Conseil d'État, a sollicité leur accord afin que la présente affaire soit traitée sans audience.

Les parties ont marqué leur accord avec cette proposition.

Le rapport a été notifié aux parties.

Il est fait application des dispositions relatives à l'emploi des langues, inscrites au titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

## *III. Intervention*

Les requêtes en intervention introduites par la Communauté française et la société anonyme NOSTALGIE sont accueillies.

## *IV. Désistement*

Le Conseil d'État a été informé que l'accord de coopération du 31 août 2018 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion dans la bande de fréquences 87.5-108 MHz conformément à l'article 17 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques avait reçu l'assentiment de l'ensemble des parlements concernés.

Interrogée par l'auditeur rapporteur sur le sort à réserver au présent dossier compte tenu de l'entrée en vigueur de cet accord de coopération, la partie requérante a exprimé son souhait de se désister tant en ce qui concerne la procédure en suspension qu'en annulation.

Conformément à l'article 30, § 5, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, rien ne s'oppose à ce qu'il soit donné acte du désistement tant pour la demande de suspension que pour le recours en annulation.

**PAR CES MOTIFS,  
LE CONSEIL D'ÉTAT DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.**

Les requêtes en intervention introduites par la Communauté française et la société anonyme NOSTALGIE sont accueillies.

**Article 2.**

Le Conseil d'État donne acte du désistement tant pour la demande de suspension que pour la requête en annulation.

**Article 3.**

La partie requérante supporte les dépens, liquidés à la somme de 175 euros.

Les parties intervenantes supportent le droit de 250 euros lié à leur intervention, à concurrence de 125 euros chacune.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la V<sup>e</sup> chambre,  
le 9 janvier 2020, par :

Pascale VANDERNACHT, président de chambre,  
assistée de :

Gregory DELANNAY, greffier en chef.

Le Greffier en chef,

Le Président,

Gregory DELANNAY.

Pascale VANDERNACHT.